



www.journaldumali.com

Journal du Mali

L'hebdo

N°468 du 28 mars au 3 avril 2024

26 MARS

LES ACQUIS EN DANGER ?

MÉNAKA

DES PRIX INCONTRÔLABLES

BASKET

TOURNOI INTERNATIONAL U18



CHOGUEL MAIGA - CLASSE POLITIQUE

LE MALAISE

Depuis peu, le Premier ministre multiplie les rencontres avec la classe politique. Mais avec les leaders des mouvements et partis qui boudent ces échanges, le courant passe de moins en moins.

GRATUIT

Ne peut être vendu

CANAL+

Y A PIMENT DANS PROMO

1/ LES OFFRES BRULANTES



2/ UNE INSTALLATION SOLIDE



Bénéficiez
d'une garantie
de 6 mois
sur votre
installation

INSTALLATION
OFFERTE



3/ VOS PROGRAMMES EPICES SUR L'APP



TELECHARGEZ GRATUITEMENT
L'APPLICATION CANAL+

Et profitez de +55 000 programmes en replay et 200 chaînes à suivre en direct, tout en contrôlant votre consommation de data !

ÉDITO

Sunugaal

Sénégal vient de sunu gaal qui signifie « notre pirogue » en wolof. Comme le pays n'a jamais aussi bien porté son nom ! Et comme les Sénégalais ont, une nouvelle fois, prouvé leur attachement et le soin qu'ils ont de LEUR pirogue, celle qui les porte tous et qu'il ont en partage.

Les résultats provisoires de l'élection présidentielle ont été publiés ce jeudi, confirmant l'élection du candidat remplaçant d'un parti dissout, le PASTEF, sorti de prison il n'y a que quelques semaines. Un exploit ? Certes. Mais surtout la traduction d'une volonté populaire de justice sociale, de respect des institutions, de rupture comme Bassirou Diomaye Faye le dit lui-même.

Mais au delà du remplaçant d'Ousmane Sonko et de leur projet, c'est une victoire de la démocratie. D'abord parce que le peuple, depuis des mois, s'est mobilisé au péril de sa vie pour le maintien des engagements de Macky Sall en tant que président mais aussi pour l'abandon du potentiel aspirant candidat inavoué. Rire. Il ne l'a jamais dit mais le doute a plané. Comme en 2011, à la fin de 2ème mandat d'Abdoulaye Wade, le peuple sénégalais a donc largement joué sa partition dans la rue. Mais aussi dans les urnes avec un taux de participation de 62% et un choix tellement ferme qu'il n'a suffi que d'un tour.

Parallèlement à l'engagement citoyen, les institutions de la République ont joué leur rôle. Le Conseil constitutionnel, en rejetant le report de la présidentielle entérinée par une Assemblée nationale vidée d'une partie de ses députés (opposants), a permis de remettre le processus sur les rails. Des institutions fortes disait Obama ? Nous en avons eu la leçon pratique.

Alors on ne peut que saluer la démocratie sénégalaise de bas en haut et ce jeune président qui nous donne beaucoup d'espoir. Pour ce qui est de l'exercice du pouvoir, nous en reparlerons probablement ici. Mais c'est une autre histoire...

AURÉLIE DUPIN

LE CHIFFRE

4 166 425

FCFA. C'est le coût du pèlerinage à la Mecque 2024 pour les pèlerins de la filière gouvernementale au Mali.

ILS ONT DIT...

• « Le RPM, fidèle aux principes de la République et aux valeurs démocratiques chèrement acquises, depuis la révolution de mars 91, appelle les autorités de la transition au respect des engagements souverainement pris devant la communauté nationale et internationale. Ainsi, le RPM en appelle à la responsabilité du président de la transition pour mettre en place de toute urgence un nouveau mécanisme transitionnel pour un retour à l'ordre constitutionnel dans un délai de six mois ». **Dr Bocary Tréta, président du RPM**, 25 mars 2024.

• « Au-delà de la célébration de cette journée, il s'agit en réalité de faire le bilan de la démocratie après 33 années d'exercice. Cela nous permettra d'évaluer le chemin parcouru afin de se projeter dans l'avenir avec sérénité ». **Colonel Assimi Goïta, président de la transition**, 26 mars 2024.

RENDEZ-VOUS

31 mars 2024 :
Fête de Pâques

31 mars 2024 :
Quart de finale aller coupe caf
Stade Malien/ Dreams FC du Ghana
- Bamako

4 - 5 avril 2024 :
Premier forum d'investissement de
la CEDEAO, Lomé

10 avril 2024 :
Spécial Bama'art : Place du cin-
quantenaire - Bamako

UN JOUR, UNE DATE

27 mars 2022 : début de l'opération aéroportée et terrestre des FAMA à Moura, cercle de Djenné dans la région de Mopti. Le bilan officiel fait état de 203 terroristes tués.



Aliou Fadiala Diarra, pivot des Aigles, est élu MVP de la Conférence Kalahari que son équipe le FUS de Rabat a remportée en battant les Cap Town Tigers 84/ 75, le 19 mars 2024.



Dr Etienne Fakaba Sissoko, économiste, a été interpellé par la Brigade d'investigation judiciaire et placé en garde à vue ce 25 mars 2024.

LA PHOTO DE LA SEMAINE



Le président sénégalais sortant, **Macky Sall**, et **Bassirou Diomaye Faye**, candidat du Pastef qui a remporté l'élection présidentielle avec 54% des voix selon les résultats provisoires. Dakar, 28 mars 2024.

CHOGUEL MAÏGA - CLASSE POLITIQUE : UN MALAISE GRANDISSANT

Affaibli politiquement depuis sa destitution de la présidence du Comité stratégique du M5-RFP, le Premier ministre Choguel Kokalla Maïga multiplie les rencontres avec la classe politique, qu'il tente de rallier à sa cause. Mais la plupart des partis représentatifs de l'échiquier politique national ne répondent pas à l'appel du Chef du gouvernement. Entre le Premier ministre et la classe politique, dont il s'était déjà mis à dos une partie depuis sa nomination à la primature, le courant passe de moins en moins.

MOHAMED KENOUI

7 mars, 18 mars, 25 mars 2024. En moins d'un mois, le Premier ministre a initié trois rencontres avec la classe politique pour échanger avec elle. Mais à chacune de ces rencontres le constat était le même : la quasi-totalité des grands partis de la scène politique nationale était aux abonnés absents. Si lors de la première rencontre, le 7 mars au CICB, on pouvait noter la participation, entre autres, de l'URD et de l'EDR, représentés respectivement par leurs Présidents, Gouagnon Coulibaly et Salikou Sanogo, les deux autres qui ont suivi ont été presque réduites à des réunions entre le Chef du gouvernement, les membres de son cabinet et quelques représentants des mouvements du M5 qui lui sont restés fidèles.

considération qui leur est due. J'ai donc demandé à mon cabinet de faire une invitation que je vais moi-même signer », a-t-il expliqué à l'entame de ses propos.

Ordre du jour imprécis Bien que l'invitation signée par le Chef du gouvernement soit par la suite parvenue en bonne et due forme aux partis politiques, cela n'a pas pour autant permis de rehausser leur présence au nouveau rendez-vous avec le Premier ministre. Le RPM, l'URD, l'Adema-PASJ, l'ASMA-CFP, la CODEM, le parti Yelema, entre autres, sont toujours restés aux abonnés absents lors de la rencontre d'échanges du 18 mars à la Primature. La CODEM, de son côté, a participé à la rencontre du 25 mars pour ne pas « mener la politique de



Rencontre du Premier ministre avec les partis politiques à la Primature, le 18 mars 2024.

dans un premier temps, il n'est pas de coutume au Mali que le Premier ministre rencontre la classe politique. Par le passé, c'est le ministère de l'Administration territoriale qui était chargé de l'organisation du Cadre de concertation entre les forces vives de la Nation », affirme le Chargé de communication Sékou Niamé Bathily. « Il y a aussi une mauvaise pré-

Par ailleurs, le parti Yelema de l'ancien Premier ministre Moussa Mara, dans un courrier adressé à Choguel Kokalla Maïga en réponse à son invitation, a également pointé du doigt l'absence d'un ordre du jour précis des échanges. « Après examen attentif de votre invitation, nous sommes au regret de vous informer que nous ne pourrions y participer. Notre décision repose sur l'absence d'un ordre du jour clairement défini pour cette réunion », indique la note en date du 23 mars 2024, signée du Président du parti, le Dr Youssouf Diawara. « Il est aussi utile de rappeler que pendant plus de deux ans les partis politiques n'ont fait l'objet d'aucune forme de considération de votre part. Pire, ils ont été continuellement accusés par vous de tous les maux lors de vos nombreuses sorties médiatiques », poursuit la note à l'endroit du Premier ministre.

Monologue Pour sa part, le Président de l'URD, Gouagnon Coulibaly, évoque des rencontres sans intérêt. « Dans un premier temps, moi je suis allé

REPÈRES

5 mars 2024 :

Le Premier ministre Choguel Kokalla Maïga est révoqué de la tête du comité stratégique du M5-RFP

7, 18 et 25 mars 2024 :

Choguel Maïga initie des rencontres d'échange avec la classe politique. Mais à chaque fois, les partis politiques d'envergure manquent à l'appel

à la rencontre du CICB. Pour nous, c'était pour parler du pays, ainsi que des relations avec les partis et autres. Mais on s'est vite rendu compte que le Premier ministre était dans un monologue, sans véritable sujet pertinent », déplore le numéro 1 de l'URD, qui précise que son parti, par la suite, n'a pas été invité aux rencontres qui ont suivi. « Nous avons vu des invitations sur les réseaux sociaux. Mais l'URD n'est pas un petit parti politique, encore moins la caisse de résonance de quelqu'un, pour se précipiter dans des rencontres où elle n'est pas dûment invitée »,

clarifie-t-il, avant de fustiger lui aussi le manque d'ordre du jour lors des différentes rencontres. « Dans les invitations, il n'y a aucun ordre du jour. Notre interlocuteur habituel, c'est le ministre de l'Administration territoriale, mais si le Premier ministre nous appelle, cela veut normalement dire qu'il a quelque chose de très important à discuter avec les partis. Mais si on ne discute de rien et que le Premier ministre fait son monologue et s'en va, je pense que ce n'est pas la peine », se désole l'ancien député.

Quête de soutiens ?

La première rencontre initiée par le Premier ministre avec la classe politique a eu lieu le 7 mars 2024, deux jours seulement après qu'il ait été révoqué de la tête du Comité stratégique du M5-RFP par la tendance dirigée par l'ancien ministre Imam Oumarou Diarra. Pour certains analystes, ce timing est justifié par un besoin pour Choguel Kokalla Maïga d'avoir l'accompagnement de la classe politique alors même qu'il semble de plus en plus isolé. « Après la dislocation du M5, le

Premier ministre a voulu rebattre les cartes en s'appuyant sur les partis politiques. Mais les chefs des grands partis politiques l'ont compris et c'est la raison pour laquelle ils ne se sont pas déplacés », estime le journaliste et analyste Badou S. Koba. Issa Kaou Ndjim, Président de l'ACRT Faso Ka Welé, abonde dans le même sens. « Je pense que Choguel Maïga veut juste faire oublier ses déboires dans son propre camp, qui s'est disloqué. Il appelle les partis politiques pour essayer de se refaire une santé », accuse l'ancien 4ème Vice-président du CNT. Des accusations que le Premier ministre balaie du revers de la main. « Certains ont pensé que c'était pour chercher des appuis auprès des partis parce que le Premier ministre serait en difficulté. En fait, ce n'était pas cela. L'objectif de cette rencontre, c'est de vous permettre en tant que futurs dirigeants de savoir ce qui s'est passé réellement pendant ces deux années », a-t-il déclaré lors de la rencontre du 18 mars. Malgré tout, à l'Adema-Pasj également des doutes sont émis sur les vraies motivations du Premier ministre. « Depuis qu'il a accédé à la Primature, le Premier ministre a snobé les partis politiques. Pourquoi est-ce maintenant qu'il a été destitué de la présidence de son mouvement qu'il veut s'entretenir avec eux ? », s'interroge le Secrétaire général Yaya Sangaré. « Ce n'était pas de la négligence si je ne parlais pas souvent aux chefs de partis politiques. C'est parce que nous étions sur quelque chose d'ultra stratégique », s'est justifié le Chef du gouvernement devant une partie de la classe politique. Pour autant, la plupart des dirigeants politiques ne sont pas prêts à « avaler » ce discours. Loin s'en faut. Et la « réconciliation » entre le Chef du gouvernement et la classe politique, dont il est par ailleurs issu, n'est visiblement pas pour demain. ■

3 QUESTIONS À



DR. BRÉHIMA MAMADOU KONÉ

Politologue

1 Le Premier ministre a entamé une série de rencontres avec la classe politique. Comment analysez-vous cette démarche ?

La démarche rentre dans le cadre de la stabilisation socio-politique du pays. Depuis la rectification de la transition, la plupart des acteurs politiques ne se retrouvaient pas dans le schéma parce qu'il y avait une sorte de dénigrement des formations politiques. La démarche entreprise par le Premier ministre devrait aboutir à une redynamisation du cadre de concertation des partis politiques.

2 La plupart des partis politiques représentatifs ne participent pas à ces rencontres. Comment expliquez-vous ?

La plupart des partis politiques sont dans une sorte de frustration aujourd'hui à cause du discours tenu par le Premier ministre à sa nomination qui soutient que les partis politiques de la vieille garde sont responsables de l'effondrement de l'Etat post-démocratique. Quand ce discours est tenu à un certain niveau institutionnel, cela ne permet pas de faire une fusion des acteurs autour de la transition.

3 Le Premier ministre a été révoqué de la tête du M5 et semble être rejeté par la classe politique. Est-il aujourd'hui politiquement affaibli ?

Le fait que le Premier ministre soit destitué de la tête du M5 pourrait contribuer à l'affaiblir. Mais son maintien aujourd'hui à la primature n'est pas forcément lié à cette situation. Cela dépend du président de la Transition. ■

Si le Premier ministre nous appelle, cela veut normalement dire qu'il y a quelque chose de très important à discuter avec les partis. Mais si on ne discute de rien, et que le Premier ministre fait son monologue et s'en va, je pense que ce n'est pas la peine.

Le 18 mars, le Premier ministre a expliqué le manque d'engouement de la classe politique pour la première rencontre par une « maldonne ». « Quand j'ai demandé de convoquer la réunion, mon cabinet a fait juste un communiqué. Quand je m'en suis rendu compte, je leur ai dit que ce n'est pas comme cela qu'il fallait faire. Les chefs de partis sont ceux qui sont appelés à diriger ce pays. Il faut dès le départ souligner en rouge la

la chaise vide », comme l'explique son Secrétaire général, Alassane Abba. « Nous nous sommes dits que c'est le Premier ministre du Mali qui demande une rencontre avec les partis politiques et que c'est normal pour nous d'aller écouter ce qu'il a à nous dire, même si nous n'attendons rien de ses déclarations », confie-t-il. Au RPM, plusieurs raisons sont évoquées pour justifier le « boycott ». « Nous avons décliné l'offre parce que d'abord,

parce que dans la correspondance l'ordre du jour n'est pas précis et clair », poursuit-il, avant de révéler que le RPM avait adressé dès le 24 août 2021 une correspondance au Premier ministre pour échanger mais que cette lettre est restée sans réponse jusqu'à nos jours. « Nous sommes donc étonnés que lui, qui ne répondait pas à nos demandes d'audience, nous sollicite aujourd'hui et se pose en rassembleur ».

TRANSITION : ENTRE CHOGUEL MAIGA ET LA CLASSE POLITIQUE, DES RELATIONS COMPLIQUÉES

Alors que la classe politique boude actuellement les rencontres d'échanges initiées par le Premier ministre Choguel Kokalla Maïga depuis 3 semaines, les relations entre le chef du gouvernement et les principaux leaders politiques n'ont jamais été très bonnes depuis l'accession à la primature en juin 2021 de l'ancien homme fort du M5-RFP.

MOHAMED KENOUI



Le Premier ministre Choguel Kokalla Maïga en échange avec la classe politique le 7 mars 2024 au CICB.

La nomination le 7 juin 2021 avait fait déjà des mécontents au sein de la classe politique, y compris dans son propre camp. « Un chef de parti politique ne peut pas être chef de gouvernement de transition. La Transition est amenée à organiser les élections que nous souhaitons tous crédibles et transparentes », avait réagi à l'époque Nouhoum Sarr, président du front africain pour le développement (FAD).

« L'ancien régime conduisait notre pays vers sa perte. M. Choguel Maïga est comptable du bilan de l'ancien régime, en tant qu'ancien ministre. Il partage la responsabilité de la faillite morale de notre pays », avait fustigé l'actuel membre du CNT. Par la suite, dès la formation de son premier gouvernement le 11 juin 2021, Choguel Kokalla Maïga sera la cible d'une partie de la classe politique. L'Adema dénonce un gou-

vernement non inclusif. Pour le Parena, la montagne a accouché d'une souris. Le Mouvement pour le redressement national (MORENA) de son côté accuse le Premier ministre de n'avoir pas consulté la classe politique au préalable avant la formation de l'équipe gouvernementale.

Piques Si dès le départ la nomination de Choguel Kokalla Maïga à la primature n'a pas été du goût d'une partie de la classe politique, le Premier ministre lui-même n'a cessé au fil du temps de remettre en cause les politiques, accentuant les divisions entre les deux camps. En juin 2023, lors d'une cérémonie avec certains membres du M5-RFP, à l'occasion de la présentation des vœux de la fête de Tabaski, il provoque le courroux de l'Adema suite à des déclarations incendiaires sur le bilan du président Alpha Oumar Konaré. A plusieurs

reprises, le Chef du gouvernement jette l'opprobre sur la classe politique, notamment les acteurs du mouvement démocratique. Ces derniers et d'autres partis notamment ceux du Cadre des partis et regroupements de partis pour un retour à l'ordre constitutionnel tentent en revanche maintes fois d'obtenir sa démission et la nomination d'un « premier ministre neutre, moins clivant ». En vain. « Je pense que les forces vives du pays ont intérêt à ce qu'il y ait un Premier ministre plus à l'écoute, moins va-t'en guerre, parce que le pays a besoin de rassemblement », déclare Tiébilé Dramé en novembre 2023. Dans la foulée, le président de l'Union pour la démocratie et le développement (UDD), Tiéman Hubert Coulibaly, aujourd'hui en exil, n'hésite pas à décrire le Premier ministre de « complètement habité par le démon de la division ». ■



Suivez le meilleur du Foot malien



CHAQUE WEEK-END

• EN DIRECT SUR



La télé qui vous allume !

CANAL+ 4 | MALIVISION 244

TRANSITION : LES ACQUIS DU 26 MARS EN DANGER ?

Alors que le Mali a commémoré ce 26 mars 2024 les 33 ans des événements du 26 mars 1991, de plus en plus de voix s'élèvent pour dénoncer un recul des libertés démocratiques sous la Transition. Mais pour les tenants du pouvoir cela relève d'un faux procès.

MOHAMED KENOVI

Le 13 mars 2024, le gouvernement de transition a annoncé la dissolution de l'Association des élèves et étudiants du Mali (AEEM), accusée d'être responsable de violences et d'affrontements dans le milieu scolaire et universitaire, caractérisés par de nombreux accrochages à mains armées entre les différents clans de ladite association. L'AEEM venait alors s'ajouter à une liste d'associations ou de mouvements politico-associatifs dissous ces derniers mois par la Transition. Le 6 mars 2024, la Coordination des mouvements, associations et sympathisants de l'Imam Mahmoud Dicko (CMAS) était également dissoute, précédée des dissolutions respectives de l'association Kaoural Renouveau, de l'Observatoire pour les élections et la bonne gouvernance et de l'association Solidarité pour le Sahel (SOLSA). Par ailleurs, le parti politique d'opposition PSDA a été lui aussi dissout après une procédure en justice en juin 2023 et un autre, le SADI du Dr Oumar Mariko, est également assigné en justice pour fins de dissolution depuis quelques mois.



Le Colonel Assimi Goïta dépose une gerbe à la place des martyrs le 26 mars 2024.

mocratiques arrachées de haute lutte en mars 1991. « Je pense que les acquis démocratiques sont aujourd'hui menacés avec la dissolution des associations, des partis politiques et les restrictions à la liberté d'expression et d'opinion. Les valeurs démocratiques chèrement acquises sont en danger et c'est inquiétant », déplore Dr. Kassim

sous la Transition pour avoir exprimé des opinions, dans l'espace public, à l'encontre des autorités, sont toujours pour la plupart en prison. Parmi elles, le chroniqueur Mohamed Youssouf Bathily, alias Ras Bath, arrêté le 13 mars 2023 pour avoir déclaré que l'ancien Premier ministre, Soumeylou Boubeye Maïga, mort en détention sous la Transition, avait été « assassiné », Rokiatou Doumbia, placée sous mandat de dépôt le 15 mars 2023 pour « incitation à la révolte » et « trouble à l'ordre public par l'usage des technologies de l'information et de la communication » ou encore Adama Ben Diarra, dit Ben le cerveau, arrêté le 5 septembre 2023 pour atteinte au crédit de l'État. Face à cette situation, le Président de la Commission nationale des droits de l'Homme (CNDH) est récemment monté au créneau pour alerter sur le rétrécissement des libertés fondamentales dans le pays. « Certaines procédures judiciaires d'interpellation, de dissolution de personnes morales, suscitent des interrogations et contribuent à inti-

EN BREF

FIN DE LA TRANSITION: DES PARTIS POLITIQUES APPELLENT À L'ORGANISATION DE LA PRÉSIDENTIELLE

La transition en cours au Mali a pris fin le 26 mars 2024 conformément au décret N°2022-003/PT-RM du 6 juin 2022 fixant la durée de la transition à 24 mois. Alors que le gouvernement de transition avait annoncé en septembre dernier un léger report de la date de l'élection présidentielle, plusieurs partis politiques montent au créneau depuis la fin du délai, le 26 mars 2024, pour appeler à un retour rapide à l'ordre constitutionnel. L'Adema « lance un appel vibrant aux autorités de la transition afin d'accélérer le processus devant conduire à la tenue de l'élection présidentielle ». Même son de cloche au RPM qui propose la mise en place d'un « nouveau mécanisme transitionnel pour un retour à l'ordre constitutionnel dans un délai de 6 mois ». Par ailleurs, Le M5-RFP Malikura et le parti Yelema recommandent eux de « redéfinir le contour et les objectifs et identifier les acteurs d'une nouvelle transition courte ». ■ **MK**

mider beaucoup de citoyens et d'organisations à se prononcer sur les questions d'intérêt national », avait regretté M. Aguibou Bouaré.

Pour autant, Adama Coulibaly, le Procureur de la République en charge du Pôle national de lutte contre la cybercriminalité, soutient pour sa part que les critiques à l'encontre d'un rétrécissement des libertés sous la Transition relèvent d'un faux procès. « Je ne peux pas, en voulant faire valoir mon droit à la liberté d'expression et de pensée, porter atteinte à l'honneur et à la dignité de quelqu'un et si par extraordinaire je suis interpellé sur cette question qu'on dise qu'on m'empêche de m'exprimer. Il faut faire la part des choses », s'est-il défendu le 10 janvier 2024 lors d'une conférence de presse. ■

La dissolution d'un parti politique est l'exemple type de négation démocratique, mais aussi l'expression d'un autoritarisme dont les effets peuvent être attentatoires à la vie humaine.

« La dissolution d'un parti politique est l'exemple type de négation démocratique, mais aussi l'expression d'un autoritarisme dont les effets peuvent être attentatoires de la vie humaine », s'indigne Me Mamadou Imaïla Konaté, ancien ministre de la Justice. Pour d'autres observateurs également, cette dynamique de dissolution d'associations qui se poursuit constitue une menace pour les libertés dé-

Barry, Chargé de communication de l'AEEM en 1991. Pour Me Konaté, « le baromètre démocratique malien est au rouge au regard de l'anéantissement des libertés, de la négation des droits et d'une certaine manipulation et instrumentalisation de la justice ».

Rétrécissement des libertés ? Outre ces dissolutions, plusieurs personnes arrêtées

Emprunt obligataire par appel public à l'épargne
"ETAT DU MALI 6,50% 2024-2034"

L'INVESTISSEMENT QUI ASSURE LE FUTUR

SOUSCRIPTION DU 14 AU 29 MARS 2024



TAUX
6,50%

MONTANT
80
MILLIARDS FCFA

DURÉE
10 ans

DIFFÉRÉ DE
3 ans



ÉMETTEUR



CHEF DE FILE



CO-CHEF DE FILE

SYNDICAT DE PLACEMENT : AFRICABOURSE • AFRICAINE DE GESTION ET D'INTERMEDIATION • BIBE FINANCE & SECURITIES • SGI-BENIN • UNITED CAPITAL FOR AFRICA • CORIS BOURSE • SBIF • BOA CAPITAL SECURITIES • AFRICAINE DE BOURSE • NSIA FINANCE • ATLANTIQUE FINANCE • BICI-BOURSE • BNI FINANCE • EDC INVESTMENT CORPORATION • HUDSON & CIE • PHOENIX CAPITAL MANAGEMENT • SOGEBOURSE • BRIDGE SECURITIES • BSIC CAPITAL • MAC AFRICAN SGI • SIRUS CAPITAL • SGI MALI • SGI NIGER • ABCO BOURSE • CGF BOURSE • EVEREST FINANCE • FINANCE GESTION ET INTERMEDIATION (FGI) • MATHA SECURITIES • SGI ORAGROUP SECURITIES

Cette opération a été enregistrée par l'AMF-UMOA sous le numéro EE/24-09 du 11 mars 2024.

MÉNAKA : DES PRIX INCONTRÔLABLES

Soumise à un embargo depuis des mois, la population de Ménaka fait face à une hausse exceptionnelle des prix en ce mois de Ramadan. Les denrées de première nécessité comme le sucre ou encore le riz connaissent une augmentation sans précédent. De 12 500 francs CFA le sac de riz a atteint 30 000 francs et le kilogramme de sucre, qui avait atteint 2 000 francs CFA est désormais entre 900 et 1 250 francs.

FATOUmata MAGUIRAGA

Selon les informations données par la radio rurale de la ville, depuis l'embargo imposé par les groupes armés le 10 janvier 2024, deux convois sont arrivés le 26 février, le premier transportant les 200 tonnes de riz offertes par le Président de la Transition et le deuxième une quantité de 70 tonnes. Des convois qui n'ont pas permis de couvrir la forte demande, accentuée par la fermeture des autres voies d'accès à la région. Cette situation connaît une aggravation depuis le début du mois de Ramadan, le 11 mars 2024, avec une demande en produits très élevée.

Contrôle des prix inexistant

Dans un contexte de quasi pénurie, l'augmentation de la demande constitue un facteur supplémentaire de hausse des prix pour les consommateurs de la région. Le kilogramme de mil dépasse les 1 000 francs CFA et le litre d'essence est « retombé » à 1 500 francs CFA contre 3 000 auparavant.

Kilogramme de mil :

Environ 1 000 francs CFA

Kilogramme de sucre :

Entre 900 et 1 250 francs CFA

500 grammes de lait :

3 500 francs CFA



A Ménaka, les prix des denrées de première nécessité ont explosé sur le marché.

Les 500 grammes de lait en poudre, qui coûtaient entre 1 250 et 1 500 francs CFA, sont aujourd'hui cédés 3 500 francs. Des prix exorbitants et incontrôlés qui dépassent les limites. « Il n'y a pas de régulation parce que les services censés le faire n'existent pas et, même si c'était le cas, pour les produits qui viennent généralement du Niger ou de l'Algérie, chacun fixe ses prix », déplore le Directeur de la Radio rurale de Ménaka, Mohamed Ag Issafeytane. La population

espère que la promesse d'une cinquantaine de camions qui sont déjà en route, permettra de changer la donne. Sinon, le marché est vide, affirme le Directeur de la radio. Cela serait aussi dû à la volonté de certains commerçants d'organiser une pénurie afin de procéder à une augmentation des prix. Une situation qui profite à la contrebande, créant un véritable marché parallèle où les populations continuent de payer des montants injustes.

Encore accessibles, les légumes restent les seuls produits que les Ménakois peuvent s'offrir car localement produits, conclut notre interlocuteur. ■

EN BREF

AFRIQUE DE L'OUEST : CAMPAGNE PROMETTEUSE DE CAJOU

En Afrique de l'Ouest, la campagne de production de noix de cajou s'annonce prometteuse. La campagne de commercialisation, qui s'est ouverte en ce mois de mars, pourrait être aussi bonne que celle de 2023, selon le magazine N'kalo. En effet, la campagne précédente avait enregistré une hausse de 23% de la production pour se hisser à 3 millions de tonnes pour la zone. Environ la moitié de cette production est exportée à l'état brut au Vietnam et le tiers en Inde. Mais dans le même temps la transformation locale progresse de façon significative, avec une hausse de 30%, et atteint environ 400 000 tonnes. Les prix ont été aussi en baisse et le premier producteur et exportateur, le Vietnam, a connu une augmentation de 15% du volume des noix de cajou brute importées et des amandes exportées. Le pays a transformé 3 millions de tonnes de noix, correspondant au double de la quantité d'il y a 5 ans. Les perspectives sont bonnes dans le domaine de la transformation pour l'Afrique de l'Ouest. La zone devrait enregistrer une hausse d'environ 100 000 tonnes supplémentaires cette année. ■

FATOUmata MAGUIRAGA

Campagne 2023-2024 La production céréalière malienne en recul

Au Mali, la production céréalière pour la campagne 2023-2024 est en baisse de 3%. Elle s'est élevée à 9,9 millions de tonnes, en deçà des objectifs de la campagne, fixés à 10,9 millions de tonnes. Le Mali, deuxième producteur de céréales d'Afrique de l'Ouest après le Nigeria, a été confronté cette année à une perturbation de la pluviomé-

trie. Car les pluies, mal réparties entre juin et juillet, ont contribué à un retard dans les semis. Les faibles précipitations du mois de septembre, le faible accès aux fertilisants, notamment dans la culture du riz, qui représente le tiers de la production de céréales, et l'insécurité dans le nord et le centre du pays ont également contribué à ce recul. En outre, la baisse de pro-

duction dans les zones principales comme Mopti, Gao, Ségou ou Koulikoro, en raison de la diminution des superficies cultivées suite à l'insécurité, ont contribué à la baisse. La politique de restriction d'exportation des principales céréales, décidée par les autorités en 2021, continue ainsi de se justifier. Par ailleurs, des mesures en faveur de l'importation du riz ont été aussi

adoptées afin de permettre un approvisionnement correct des marchés du pays. Mais des régions comme Ménaka, au nord du pays, continuent d'être exposées à l'insécurité alimentaire, notamment en raison soit des prix extrêmement élevés ou d'une pénurie due au blocus imposé à diverses localités. ■

FATOUmata MAGUIRAGA

FurtifTech Simplifier la gestion des événements en ligne

E-Ka Ticket est une plateforme de billetterie en ligne développée par FurtifTech. Elle veut simplifier l'achat de billets en ligne pour des événements sportifs, des concerts ou encore des spectacles, tout en répondant aux besoins de sécurité dans ce domaine. Mais la promotrice, Maya Doucouré, et son équipe spécialisée dans différents domaines font aussi des consultations pour des startups en quête de solutions innovantes.

Développée par une équipe de professionnels dans les domaines informatique, du marketing et de la gestion d'entreprise, e-Ka Ticket offre une plateforme centralisée où les utilisateurs peuvent rechercher, acheter et gérer leurs billets de manière sécurisée et efficace. Quant aux organisateurs d'événements, il s'agit pour eux d'un outil facile d'utilisation pour gérer la vente de billets. L'outil offre diverses fonctionnalités, comme la recherche avancée pour trouver les événements par catégorie, date, artiste ou encore équipe sportive. Elle offre également des options de paiement sécurisé ainsi que la possibilité de sélectionner des places

spécifiques dans les salles. Les clients peuvent également gérer leur compte et suivre leurs achats ou encore imprimer des billets électroniques. Pour les organisateurs, c'est la possibilité de créer et de gérer les événements, d'en fixer les prix et de suivre en temps réel les ventes. e-Ka Ticket propose donc trois services : la vente rapide des tickets en ligne, e-Ka management pour la gestion, qui constitue aussi une opportunité pour la visibilité, et e-Ka Scan qui permet aux clients d'accéder aux billets en toute sécurité à travers un code QR et donc d'éviter les possibilités de fraudes. Ingénieure en Génie électrique, Maya Doucouré est aussi titu-



Maya Doucouré est la promotrice de la plateforme E-Ka Ticket.

laire d'un baccalauréat en Assurances et services financiers, ce qui l'a amenée à travailler dans une banque au Canada. Parallèlement consultante en stratégies financières pour diverses entreprises, elle crée d'abord une plateforme de e-learning pour aider les élèves

à préparer le DEF, avant de fonder son entreprise en 2020. Souvent sollicitée par des startups qui souhaitent des solutions et des applications adaptées à leurs domaines, l'équipe de 7 personnes travaille actuellement avec les acteurs culturels. ■

FATOUmata MAGUIRAGA

afribone

Hommage aux Martyrs
26 mars 1991

20 28 00 00
www.afribone.com

MALI-MÈTRE 2024 : LES MALIENS CONFIANTS EN L'AVENIR

Malgré les nombreux défis que le pays affronte depuis plusieurs années, les Maliens croient en leur capacité à juguler la crise. Mais leurs attentes sont toujours grandes en matière de sécurité, de justice ou encore dans le domaine de l'emploi des jeunes.

FATOUMATA MAGUIRAGA



La fondation Friedrich Ebert Stiftung (FES) a encore renouvelé son exercice de mesure de l'opinion des Maliens sur les principales préoccupations et la gouvernance du pays. « Qu'en pensent les Maliens » est le titre de Mali-Mètre 2024, l'enquête d'opinion politique que la FES conduit depuis 2012 et dont les résultats pour 2024 ont été publiés ce 22 mars. L'enquête présente les opinions, perceptions et mentalités des Maliens sur les questions d'intérêt national. Des résultats qui constituent une source d'information du public et d'inspiration pour les décideurs, expliquent les responsables de la fondation. Dans un contexte politique difficile, il s'agit de continuer à ancrer les valeurs de la démocratie. Dans l'ensemble, les Maliens sont optimistes et le niveau de confiance en les acteurs de la Transition est élevé. Concernant la méthodologie, pour recueillir ces opinions de la population sur les questions d'actualité, la phase de terrain s'est déroulée du 5 au 17 janvier 2024. Les décisions prises donc après cette date ne sont pas concernées par l'enquête, comme la fin de l'Accord pour la paix et le retrait de la CEDEAO. Les capitales régionales, en plus du District de Bamako, (Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti, Tombouctou, Gao, Ménaka, Taoudéni) ont été couvertes, sauf Kidal, pour des raisons de sécurité. Au total, 2 055 personnes ont été interrogées sur une population cible âgée de 18 et plus. Le milieu rural n'est pas concerné, faute de moyens

ont précisé les initiateurs. Les sondés ont été choisis pour assurer la représentativité et, en termes de quotas, les données du RGPH5 ont été prises en compte, avec une répartition proportionnelle aux poids démographiques des régions.

Fortes attentes Les résultats clés démontrent que les Maliens gardent malgré le contexte difficile une grande confiance en l'avenir. Ils sont 81% à estimer que la situation générale du pays s'est améliorée au cours des 12 derniers mois. 11% estiment qu'elle est restée au même niveau et pour 8% d'entre eux la situation s'est détériorée. Quand aux défis et priorités, la lutte contre l'insécurité vient en premier pour 60% et la lutte contre l'insécurité alimen-

Les Maliens approuvent à 87% la décision de report des élections contre 8% qui estiment qu'il s'agit d'une mauvaise décision.

taire en second pour 52%. La lutte contre le chômage des jeunes (42%) et la lutte contre les délestages (39%) suivent. Les Maliens sont majoritairement satisfaits de la gestion de la Transition (71% sont mêmes très satisfaits) et leur niveau de confiance en elle reste élevé, à 62%, pour conduire le pays vers une démocratie plus stable et un renforcement de la bonne gouvernance. Pris individuellement, les acteurs de la Transition ne bénéficient pas cependant du même niveau de confiance. Ainsi, les Maliens interrogés sont 86% à faire confiance au Président de la Transition, contre seulement 6% au gouvernement et 1% au Conseil national de transition. Pour la sécurisation de leur région, les Maliens ont majoritairement confiance en l'armée (75%), la police (74%), la gendarmerie (61%) et la garde nationale (47%). S'ils sont presque totalement satisfaits (99%) du travail des forces

de sécurité, ils attendent aussi beaucoup des partenaires internationaux pour la sécurisation du pays (80%). S'il y a une grande attente pour les Maliens, c'est bien en matière de justice. En effet, près de 70% des sondés estiment que le niveau de corruption est élevé et les premiers domaines touchés selon eux sont la police (46%) et la justice (39%). L'impunité est également fréquente pour environ 51% des personnes. Mais il existe des disparités selon les régions. Ils sont 86% à Mopti à avoir ce sentiment d'impunité de la justice. Et, pour lutter contre la corruption, 47% des sondés préconisent l'implication de la justice. D'où peut être le niveau de confiance en ce secteur, qui reste élevé. De 57% en 2019, il est monté à 72% en 2024.

Perspectives En termes de perspectives, « le regard des Maliens est toujours aussi optimiste », selon Mali-Mètre 2024. Des résultats « en accord » avec ceux de l'année dernière. Majoritairement, les Maliens ne pensent pas « réaliste » la fin de la Transition cette année par des élections. Ils sont 87% à approuver la décision de report contre 8% qui estiment qu'il s'agit d'une mauvaise décision. Environ 70% pensent que la tenue d'élections en 2024 est improbable, alors que 24% pensent qu'elles se tiendront en 2024. Pour le futur proche, c'est-à-dire en se projetant sur les six prochains mois, c'est l'optimisme qui domine. Ainsi plus de 9 Maliens sur 10 (95%) pensent que la situation du pays s'améliorera au cours des six prochains mois. Cet espoir dans l'amélioration de la situation est constant depuis 2022 et est passé de 92% l'année dernière à 95% en 2024. ■

EN BREF

MÉNINGITE : DES CAS POTENTIELLEMENT GRAVES CONFIRMÉS



Dans un communiqué publié le 21 mars 2024, la Direction générale de la Santé et de l'hygiène publique informe de la « confirmation » de cas de méningite dans la région de Gao (Districts sanitaires de Gao et d'Ansongo) et dans le District de Bamako, en Commune V, le 19 mars 2024. En cette période de chaleur propice à la maladie, elle invite les autorités sanitaires et les populations à mettre en œuvre les mesures de prévention. Les investigations sont en cours dans les districts sanitaires concernés, rappellent les autorités, mais la vaccination de masse n'est pas encore envisagée, car le seuil épidémique n'est pas atteint. Cependant, dans le cadre du Programme élargi de vaccination (PEV), elle existe pour les enfants de 0 à 11 mois. En outre, en plus de la vaccination de routine, celle des voyageurs en direction notamment de la Mecque est effectuée. Même si la vaccination n'entraîne pas une immunité à vie, elle permet d'éviter les formes graves, ajoutent les spécialistes. C'est pour cette raison qu'une vaccination de la population générale est prévue en cas d'épidémie. Une forte fièvre, des maux de tête intenses ou une raideur de la nuque sont des signes qui doivent amener à consulter rapidement. Le maximum de cas a été enregistré dans le District d'Ansongo, avec 4 cas confirmés et 6 cas suspects. Soit un taux d'attaque de 2,88 pour 100 000 habitants. Le seuil d'alerte n'est donc pas atteint, informe Dr El Hadj Issa Amaguiré Sy, épidémiologiste à la Direction générale de la Santé et de l'hygiène publique. ■ F.M

SÉNÉGAL : LE CANDIDAT DE L'OPPOSITION BASSIROU FAYE REMPORTE LA PRÉSIDENTIELLE

Bassirou Diomaye Faye est le nouveau Président du Sénégal, élu à l'issue de l'élection présidentielle du 24 mars 2024. Félicité par ses adversaires et le Président sortant Macky Sall, qui n'était pas candidat à sa propre succession, même avant la proclamation officielle des résultats il devient à 44 ans le 5ème Président du pays. Avec une participation d'environ 60% de l'électorat, les attentes sont déjà grandes pour le candidat du Pastef, libéré de prison le 14 mars 2024.

FATOUMATA MAGUIRAGA



Bassirou Diomaye Faye devient à 44 ans, le 5ème président élu de la République du Sénégal.

Dans sa toute première prise de parole, le 25 mars 2024, Bassirou Diomaye Faye a évoqué les chantiers prioritaires auxquels il compte s'attaquer. Tenu dans une ambiance pré-électorale très tendue, le scrutin présidentiel sénégalais a laissé des traces que le nouveau Président entend effacer, en « tournant la page et réconcilier les cœurs » afin de se mettre au travail pour

honorer l'espoir suscité, a-t-il précisé. En l'emportant dès le premier tour avec 54,28% des voix exprimées selon les résultats provisoires, le Président, qui n'a laissé aucune chance à ses adversaires, est conscient des défis qui l'attendent. L'allié et dauphin d'Ousmane Sonko, qui a été exclu de la compétition, a promis de s'attaquer à la corruption et à la refondation des institutions après une large

Israël - Hamas Le Conseil de sécurité vote un cessez le feu

Réunis le 25 mars 2024, les 15 membres du Conseil de sécurité de l'ONU ont voté pour une résolution demandant un cessez le feu et la libération de tous les otages israéliens détenus par le Hamas, pour la première fois depuis le début du conflit Israël - Hamas. Un vote approuvé par 14 membres, les États-Unis s'étant abstenus. Le pays avait demandé une condamnation du Hamas et « nous n'étions pas d'accord avec certains éléments de la résolution », a justifié Linda Thomas-Greenfield, Ambassadrice des États-Unis auprès de l'ONU. Une posi-

tion qui a irrité le Premier ministre israélien, qui a accusé les États-Unis d'avoir reculé sur une position de principe en autorisant le vote sans conditionner le cessez le feu à la libération préalable des otages détenus par le Hamas. Depuis le début du conflit, le Conseil de sécurité a adopté 2 résolutions sur l'aggravation de la situation humanitaire à Gaza. Une situation qui continue à se dégrader. Selon le ministère de la santé, 32 000 Palestiniens ont été tués depuis le début, dont une majorité de femmes et d'enfants. ■ F.M

concertation.

Priorités L'un des chantiers prioritaires du tout nouveau Président, qui n'aura visiblement pas de période de grâce, est l'amélioration du pouvoir d'achat et la lutte contre le chômage des jeunes, qui se sont majoritairement mobilisés pour le soutenir. Qualifié de souverainiste, Bassirou Diomaye Faye, en rassurant les partenaires du Sénégal, a promis que son pays restera ami de tout pays qui respectera « une coopération vertueuse et mutuellement productive ». Aux « frères africains », il a lancé un appel pour consolider les acquis et poursuivre la construction de la CEDEAO, en corrigeant les erreurs et en changeant les méthodes, priorités et politiques. Après les soubresauts politico-institutionnels qui ont marqué la période préélectorale, le défi du candidat de la rupture sera, tout en garantissant le renforcement des institutions, de parvenir à leur refondation en douceur. Un exercice délicat, qui devra permettre aux Sénégalais de retrouver les vertus du vivre ensemble et de la culture démocratique qui caractérise la vie politique du pays depuis son indépendance. L'ancien Inspecteur des impôts, longtemps dans l'ombre d'Ousmane Sonko, va désormais jouer les premiers rôles et faire face aux nombreuses demandes politiques et sociales de son pays. ■

UNE SEMAINE DANS LE MONDE

USA : LE PORT DE BALTIMORE À L'ARRÊT

Le port de Baltimore, aux États-Unis, est à l'arrêt depuis le 26 mars 2024, suite à l'effondrement du pont Francis Skott Key, percuté par un porte-conteneurs. Le port de Baltimore est l'un des plus importants des USA et au centre du commerce maritime du pays. En 2023, il a vu transiter plus d'un million de conteneurs et reçu 52 millions de tonnes de marchandises de l'étranger. Sa reconstruction prendra du temps, selon le Président américain, qui a souhaité qu'elle soit entièrement financée par le gouvernement fédéral. Une alternative sera ouverte pour dégager la voie, mais l'arrêt du trafic sur l'ouvrage, situé dans l'État du Maryland et où circulent quotidiennement 34 000 véhicules, impacte environ 150 000 emplois directs et indirects. 6 personnes au moins sont portées disparues après l'effondrement du pont. Elles faisaient partie d'une équipe de construction chargée de remblayer les nids de poules sur le pont. ■

BASKET - TOURNOI INTERNATIONAL DE L'AMITIÉ : LES U18 SE JAUGENT À BAMAKO

Le tournoi international de l'amitié de Basket U18 a débuté le 24 mars 2024 et s'achèvera le 1er avril prochain. Il regroupe chez les garçons le Mali, la Guinée, le Sénégal et la Tunisie. Ces pays sont également représentés sur le tableau féminin à l'exception du Sénégal et de la Guinée. Le tournoi a pour objectif principal d'intensifier la préparation de ces différentes équipes nationales U18 filles et garçons en vue de l'AfroBasket U18 2024.

MOHAMED KENOUI



Le Mali abrite le tournoi international de l'amitié du 24 mars au 1er avril 2024.

Sur le tableau masculin, 3 victoires en autant de sortie pour les U18 maliens. Après avoir dominé la Guinée en match d'ouverture le 24

mars (97-64), les aiglons ont enchaîné face à la Tunisie (79-69) le 25 mars et face au Sénégal le 26 mars (66-55). De leur côté, les Aiglons U18 ont domi-

né la Tunisie lors de leur première sortie le 24 mars. Le jour suivant les tunisiennes ont pris leur revanche sur le fil face aux aiglons U17 (66-68). En effet sur le tableau féminin, pour booster la compétition, le comité d'organisation a intégré les U17 filles du Mali ainsi que les U18 filles du Djoliba et du Stade malien de Bamako.

Les Aiglons U18, pour leur 2ème sortie le 25 mars se sont par la suite inclinées devant le Stade malien de Bamako (57-70) et devant leurs cadettes U17 (55-63). L'autre match de ce jour entre le Djoliba AC et le Stade malien (qui viennent compléter le tournoi et dont les points ne seront pas pris en compte) a été interrompu au 3ème quart-temps, en raison de la rencontre chez les garçons entre la Guinée et la Tunisie, alors que le Stade menait 118 à 104. Les Aiglons U17 quant à elles, ont enchaîné dans la foulée, une 2ème victoire consécutive face au Djoliba le 27 mars (66-55).

Après les 4ème journées prévues sur les deux tableaux les 28 et 29 mars 2024, Les demi-finales se disputeront le 31 mars. Elles opposeront chez les filles comme chez les garçons, dans un premier temps le 1er contre le 4ème et dans un second temps, le 2ème au 3ème. Les deux grandes finales sont prévues pour le lundi 1er avril 2024. ■

TAS Un nouveau front s'ouvre contre Samuel Eto'o

Les polémiques et les scandales impliquant Samuel Eto'o sont devenus monnaie courante. Alors que selon certaines indiscretions, la CAF serait sur le point de rendre les résultats de l'enquête menée à l'encontre de l'ancien barcelonais, soupçonné de truchage présumé de matchs du championnat de son pays, c'est une nouvelle affaire qui se profile pour le président de la FECAFOT. En effet, selon un courrier adressé à la FECAFOT le 20 mars, une cinquantaine de plaignants ont l'intention de demander une suspension de Samuel Eto'o de ses fonctions et de toutes activités liées au football. « Les plaignants reprochent à Samuel Eto'o d'avoir non seulement violé plusieurs articles du Code éthique de la FECAFOT relatifs à l'intégrité et à l'abus de fonction, mais aussi des dispositions du Code éthique de la FIFA relatives aux activités de paris sportifs et de jeux d'argent », confie une source proche du dossier. ■

MK



CARTONS DE LA SEMAINE

Engagé avec l'équipe d'Arizona State aux finales universitaires américaines de natation, le Français **Léon Marchand** a frappé fort dès le premier jour de compétition mercredi 27 mars, en battant le record NCAA du 200 yards nage libre lors du relais 4x200 (1'28"97). Un record de plus pour le quintuple champion du monde.

Le parquet a requis deux ans et demi de prison à l'encontre de **Luis Rubiales**, mercredi, dans l'affaire du baiser forcé adressé à Jenni Hermoso. L'ancien président de la Fédération espagnole de football était poursuivi pour « agression sexuelle » et « délit de coercition » après avoir embrassé par surprise la joueuse de la Roja sur la bouche en août 2023.

TANOU : ADAMA YALOMBA RECONNAISSANT

L'album « Tanou », sorti le 19 mars 2024, est le quatorzième album de l'artiste Adama Yalomba. Virtuose notamment du dan, un instrument à cordes traditionnel qu'il découvre avec son père, il rend hommage à cet instrument, qu'il adapte pour créer de nouvelles sonorités. S'il partage ses connaissances avec des amateurs du monde entier, il souhaite surtout sauvegarder nos instruments traditionnels pour préserver l'authenticité de la musique malienne.

FATOUmata MAGUIRAGA



Adama Yalomba a sorti son 14ème album "Tanou" le 19 mars 2024.

Les relations sociales, comme entre père et fils ou entre époux, sont au centre de ce nouvel album de 10 titres, produit par Remote Records. L'auteur veut mettre également l'accent sur la capacité des « Africains à pouvoir changer les choses ». « Malheureusement, nous sommes perdus », déplore l'artiste. Notre éducation se limite à l'apprentissage durant des années de « la langue d'autrui, sans

connaissances ». Car nous continuons à enseigner la langue et la culture d'autrui en négligeant ce que nous sommes, poursuit-il. Un danger qu'il faut prévenir si nous voulons continuer d'exister. Il dénonce également l'obscurantisme, sous couvert religieux, qui nous empêche de voir clair. Il est donc temps de se reprendre et de commencer à consommer ce que nous produisons.

Sauver les instruments traditionnels
Multi-instrumentiste et autodidacte, Adama Traoré, alias Adama Yalomba, joue entre autres du dan, du kamalengoni, de la batterie ou encore du djembé. Un concert et un festival à Bamako sont prévus pour assurer la promotion de l'album, en plus des canaux habituels, comme les médias sociaux. Engagé dans la sauvegarde des instruments traditionnels, qu'il considère comme des trésors en péril, il poursuit la construction d'un centre culturel, en Commune I du District de Bamako, pour la promotion de la culture et le partage de ses connaissances. Il prépare aussi la sortie d'un film qui traitera de « l'actualité ».

« La musique malienne a progressé, mais il faut mettre l'accent sur la connaissance des instruments, surtout traditionnels, qui ont tendance à disparaître », insiste-t-il. Les jeunes aiment chanter mais ne prennent pas le temps d'apprendre, regrette-t-il. Ce qui fait qu'ils ont du mal à faire des lives. Avec les nouvelles techniques d'arrangement, cela pourrait s'aggraver. À l'extérieur, la musique malienne reste prisée en raison de son authenticité et est très sollicitée par divers admirateurs. Il existe même des groupes qui apprennent à jouer d'instruments comme le balafon ou le n'goni et le djembé, en Chine par exemple. À ce rythme, Adama Yalomba craint que nous ne soyons un jour soit obligés d'aller apprendre là-bas. Une éventualité qui renforce sa conviction de continuer à former les jeunes. ■

INFO PEOPLE

P. DIDDY : SES RÉSIDENCES PERQUISITIONNÉES

Plusieurs résidences possédées par l'artiste P. Diddy, notamment à Los Angeles et à Miami ont été perquisitionnées ce 25 mars 2024. C'est dans le cadre d'une enquête fédérale pour soupçon de trafic sexuel. Le rappeur de 54 ans fait face à de nombreuses plaintes pour viol et agressions sexuelles, dont certaines remontent à plusieurs années. La première à avoir pris la parole contre P. Diddy est son ex-compagne, la chanteuse de R&B, Cassie. La chanteuse qui avait 19 ans au moment de leur rencontre, a raconté avoir été violée par le rappeur en 2018, peu avant leur rupture. Même si elle a annoncé avoir trouvé un accord avec le rappeur, ce dernier à été visé par deux autres plaintes.



KATE MIDDLETON SOUFFRE D'UN CANCER

C'est dans une vidéo que Kate Middleton a révélé souffrir d'un cancer, ce 22 mars 2024. Après plusieurs mois de spéculation sur son état de santé que le couple « souhaitait gérer en privé », elle évoque le choc qu'a été la découverte de la maladie. Censée mettre fin aux rumeurs, l'annonce n'a cependant pas mis fin aux « théories complotistes ». Certains continuant de mettre en doute l'authenticité de la vidéo. Mais de manière générale, la révélation a suscité une vague de sympathie pour la princesse de 42 ans, mère de trois enfants. La princesse qui a entamé un traitement, souhaite du temps, de l'espace et de l'intimité.



Journal du Mali
L'hebdo

Directeur de publication :
Mahamadou CAMARA
mcamara@journaldumali.com

Directrice déléguée :
Aurélien DUPIN
aurelie.dupin@journaldumali.com

Rédacteur en chef :
Boubacar Sidiki HAÏDARA

Secrétaire de rédaction :
Ramata DIAOURE

Rédaction :
Boubacar Sidiki HAÏDARA - Mohamed KENOUI - Fatoumata MAGUIRAGA

Photographie : Emmanuel B. DAOU

Infographiste : Marc DEMBÉLÉ

JOURNAL DU MALI L'HEBDO, édité par IMPACT MÉDIA Presse.
Hamdallaye ACI 2000 - Immeuble Badenya, près M/EVA Palace - Bamako
Tél : +223 20 23 00 66
www.journaldumali.com
contact@journaldumali.com



SILAMÈYA BARO

PRÉSENTÉ PAR IMAM OUSMANE DIARRA

LUNDI - MERCREDI - JEUDI

12H30



LA TÉLÉ QUI VOUS ALLUME !

Disponible sur
App Store

Disponible sur
Google play